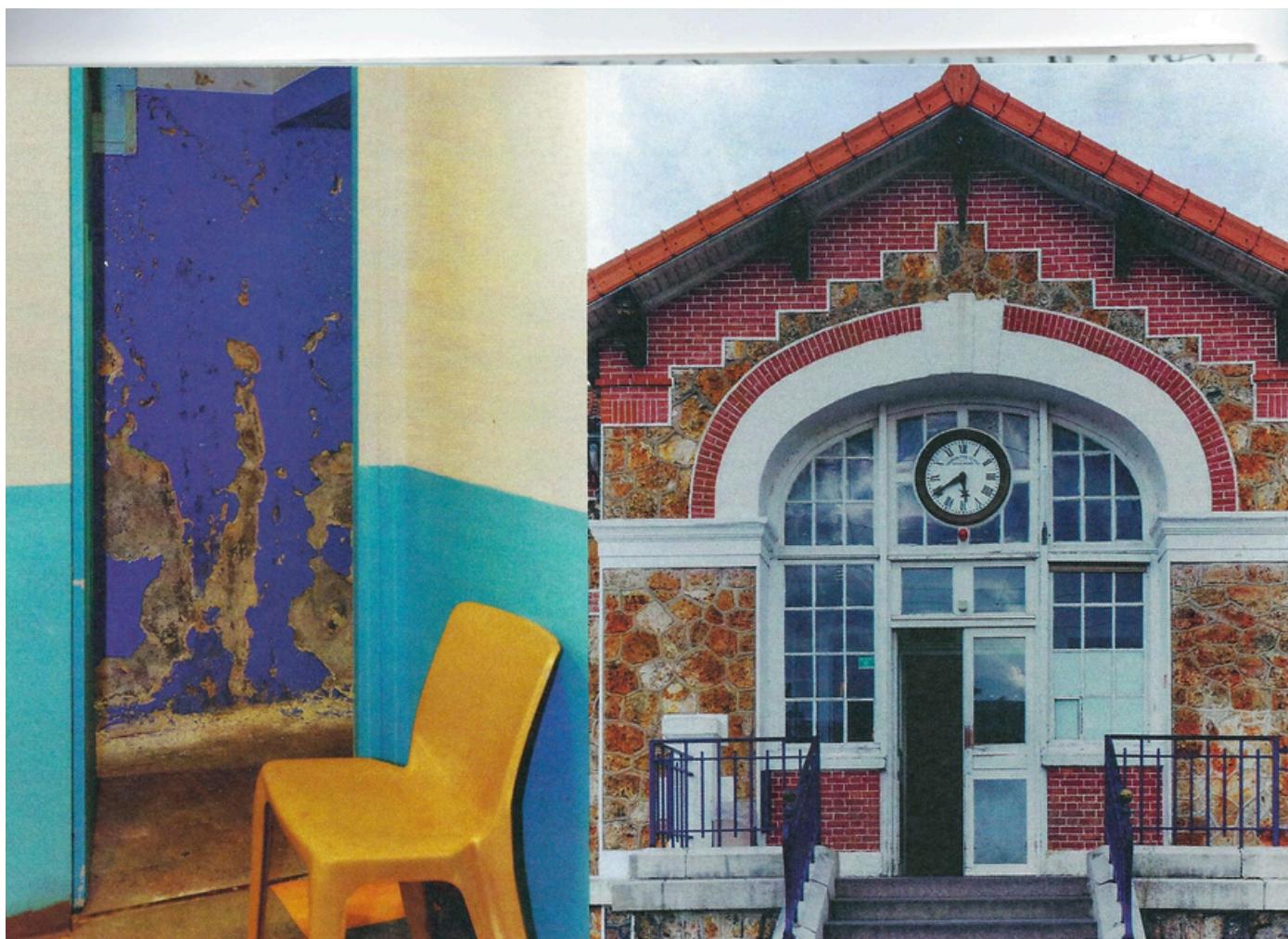


Extrait du monde Magazine du 14 juin 2025 .

Entre les murs de Fresnes

LE PREMIER JOUR, certains sont d'abord marqués par une absence : celle d'une poignée sur la porte. D'autres avisent le grillage sur la fenêtre, qui empêche même le regard de s'évader. Lorsqu'il est arrivé au centre pénitentiaire de Fresnes, en mai 2022, Hatem (le prénom a été modifié), lui, a été frappé par le bruit. Le bruit de son codétenu, qui écoutait du rap toute la journée. Le bruit de ses voisins, qui se parlaient en criant d'une cellule à l'autre ou frappaient sur leurs portes pour appeler un surveillant. Le bruit des clés et des loquets, dont le « clac clac » en fin de journée lui faisait comprendre qu'il était enfermé dans un tête-à-tête avec ses idées noires jusqu'au petit matin. À 34 ans, il mettait pour la première fois les pieds en prison. Très vite, Hatem a compris que Fresnes n'est pas une prison comme les autres, et que « *la chose qui tape le plus sur le système* », là-bas, ce n'est pas le bruit, mais l'insalubrité. L'invasion des punaises de lit lui était si insupportable qu'il essayait de dormir sur une chaise. Il respirait mal, à cause, croit-il, des moisissures maculant le mur de sa cellule. Les rats, vivants ou morts, étaient omniprésents dans les cours de promenade, ces « *box à chevaux* » de 45 mètres carrés, où peuvent s'entasser une vingtaine de détenus. À Fresnes, les rongeurs sont rois, repus des détritus jetés depuis les cellules. Fin 2023, un prisonnier a été hospitalisé dans un état grave après avoir contracté la leptospirose, la « maladie des rats », transmise par leurs urines. Hatem, de toute façon, est peu sorti en promenade au cours de ses vingt-sept mois de détention. Il ne supportait pas les discussions « au ras du bitume » de ses compagnons sur leurs trafics ou leurs coupes de cheveux. Un bouillon d'ennui, parfois animé par une bagarre ou l'arrivée d'un petit nouveau, aussitôt passé à la question : « *T'es là pour quoi ?* » Il ne dira pas pourquoi il a lui-même échoué en maison d'arrêt, lieu dévolu aux détentions provisoires et aux courtes peines. Le jeune homme, barbe bien taillée et montre de sport au poignet, ne veut pas prendre le risque d'être reconnu. Il est encore sous contrôle judiciaire, dans le sud de la France. S'il a accepté le principe de cet entretien, c'est pour parler de son incarcération, et rien d'autre. Pour évoquer « Fresnes la vilaine », comme certains la surnomment. L'une des plus vieilles prisons de France, inaugurée en 1898 et qui a valu à l'Etat français deux condamnations, ces dernières années, par la Cour européenne des droits de l'homme pour ses conditions indignes de détention. Une survivance du passé, vétuste et surpeuplée, oubliée des

pouvoirs publics à l'heure où le garde des sceaux, Gérald Darmanin, ne jure que par ses projets de centres de détention ultra-sécurisés pour lutter contre le narcotrafic. La deuxième plus grande prison de France après Fleury-Mérogis, située aux portes de Paris, dans le Val-de-Marne, attend depuis bientôt trente ans d'être rénovée. Une honte, résument ceux qui la fréquentent depuis des années, dans un paysage carcéral lui-même sinistre, avec une surpopulation moyenne de 133,7 % – un record. À Fresnes, ce chiffre monte à 154,3 %. Le centre pénitentiaire accueillait, au 30 mai, 2547 détenus pour seulement 1651 places entre ses deux maisons d'arrêt (pour les hommes et pour les femmes), son hôpital et son centre de semi-liberté. Et combien demain, si Gérald Darmanin parvient à supprimer le sursis, les aménagements de peine obligatoires et à mettre en place une peine minimale de prison ferme, comme il l'a suggéré au lendemain des violences commises suite à la victoire du PSG en Ligue des champions ? Hatem sort un petit carnet, dans lequel il a consigné son quotidien et ses états d'âme. Chaque jour ou presque, il couchait quelques mots dans un style télégraphique. « *Première douche, insalubrité.* » « *Seul en cellule, télé hors service. Je déguste.* » « *Aucune communication avec mon codétenu. Il ne parle pas français.* » « *Courrier reçu. La télévision fonctionne enfin.* » En hiver, le froid s'infiltrait dans sa cellule, mal isolée. L'été, la chaleur était telle qu'il s'aspergeait de seaux d'eau pour se rafraîchir. La « *douche cellule* » est une pratique fréquente, à Fresnes, où les détenus n'ont accès aux sanitaires collectifs que trois fois par semaine. Les coupures d'électricité sont aussi la norme. L'installation de la prison est si vétuste qu'il suffit de brancher plusieurs plaques de cuisson dans une seule cellule pour faire sauter les plombs. La nuit, Hatem ne se séparait plus de ses boules Quies pour étouffer les cris de certains de ses voisins, manifestement déséquilibrés et dont la place « *aurait été dans un hôpital* ». Lui-même a fini par souffrir de crises d'angoisse qui lui faisaient sortir le cœur de la poitrine. Elles l'accompagnent dans son retour à la vie normale, auprès de sa femme, depuis sa libération, en août 2024. « *La prison, ce n'est pas le Club Med, rappelle-t-il, alors que l'opinion publique réclame sans cesse plus de fermeté. C'est dur, émotionnellement plus que physiquement. Surtout si on est à Fresnes.* » Ses discussions avec de vieux routiers ayant connu d'autres centres pénitentiaires l'ont conforté dans ce sentiment : « *Fresnes, c'est dur. C'est vraiment dur.* » —→



De haut en bas et de gauche à droite, dans les parloirs des hommes ; l'entrée de la prison dans la cour d'honneur ; accroché à une corde, le sac du courrier des détenus de la 2^e division nord qui circule entre les étages ; le directeur de l'établissement, Jimmy Delliste.





→ Si chaque condamné contracte une dette envers la société, la payer ainsi «ne sera à rien», estime-t-il. «Autour de moi, tout le monde répétait : "J'ai les crocs. Quand je ressors, je refais la même chose, et pire."» Fresnes est la plus célèbre des oubliées. Une prison «star», connue pour avoir accueilli résistants puis collaborateurs pendant la seconde guerre mondiale. La dernière demeure du panthéonisé Missak Manouchian et de l'ancien chef du gouvernement de Vichy, Pierre Laval, tous deux morts fusillés. Le théâtre, aussi, d'évasions retentissantes, comme celle du braqueur Antonio Ferrara, en 2003, qui s'était échappé avec l'aide d'un commando armé d'explosifs et de kalachnikovs. Les ministres de la justice la visitent régulièrement. Ils apprécient sa proximité de la capitale pour illustrer leur volonté d'améliorer le sort des détenus. En 2020, Éric Dupond-Moretti s'y rendait, avec micros et caméras, dans les heures suivant sa nomination Place Vendôme pour ériger les lieux en symbole de sa volonté de lutter contre les conditions de vie «inhumaines et dégradantes» de certaines prisons françaises.

«Fresnes la vilaine» est un si bel exemple de délabrement qu'Emmanuel Macron s'y est rendu, lui aussi, pour une visite en toute discrétion, sans journalistes. Ce soir de mars 2018, la nuit tombe lorsque le jeune président de la République, élu moins d'un an plus tôt, franchit l'enceinte de la prison. Il veut approcher une réalité entrapée dans ses lectures d'Alexis de Tocqueville et de Robert Badinter. Le moment est rare. Seuls deux de ses prédécesseurs, Valéry Giscard d'Estaing et François Hollande, ont visité un centre pénitentiaire dans l'exercice de leurs fonctions.

Emmanuel Macron est invité dans une cellule où trois détenus, des «fins de peine», réputés plus calmes, ont été sélectionnés pour lui expliquer le fonctionnement de la prison. Les deux heures de promenade quotidiennes, la gamelle du midi, la routine des suicides... Le locataire de l'Élysée parle peu. Il s'imprègne de l'ambiance, inspecte du regard ce lieu de vie de 9 mètres carrés, où ses trois interlocuteurs sont empilés dans des lits superposés. Un matelas est souvent disposé au sol pour accueillir un quatrième convive. Le taux d'occupation du «grand quartier», comme on appelle la maison d'arrêt des hommes, avoisine ce jour-là les 200 %.

Le chef de l'État descend ensuite vers les cours de promenade, plongées dans la pénombre. Une colonie de rats surgit alors sous ses pieds. Surprise, sa conseillère en communication, Sibeth Ndiaye, tombe en essayant de les éviter. Emmanuel Macron éprouve une sorte de vertige à la sortie. «Ce que nous avons vu là [...] n'est pas acceptable», murmure-t-il devant plusieurs témoins. Fresnes doit être rénovée. Il en fait la promesse solennelle lors d'un discours prononcé, quatre jours plus tard, le 6 mars 2018, face aux élèves de l'École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP), à Agen. Le gouvernement de Lionel Jospin avait déjà prêté pareil serment, en 1998, mais, cette fois, un chiffre est posé sur la table : une enveloppe de 270 millions d'euros sera débloquée pour financer le chantier. Une question de «dignité», selon le président de la République, pour qui la prison contribue «à perpétuer ou parfois à créer des monstres». Or, «une nation est jugée aussi à travers ses prisons», clame-t-il.

Dans la foulée, le ministère de la justice s'attelle à la rédaction d'un schéma directeur pour détailler les différentes étapes des travaux. Mais le projet s'enlise. Il faudrait pouvoir déménager les détenus, le temps de rénover les lieux. Seulement, la place manque en région parisienne, et les communes prêtes à accepter de nouvelles prisons sont rares. Au fil des mois, le dossier prend la poussière, jusqu'à paraître oublié dans un sous-sol de la chancellerie. Sept années ont passé, et rien ou presque n'a changé à Fresnes.

Chercher à visiter cette prison revient aujourd'hui à se heurter au mur du silence. L'administration pénitentiaire est passée maîtresse dans l'art d'égarer les demandes des journalistes. Lorsqu'elle est sollicitée, cette dernière invite plutôt à regarder la peinture fraîche à Fleury-Mérogis (Essonne) ou à la Santé, à Paris, prisons récemment rénovées. Fresnes est une vieille dame de 127 ans : à quoi bon montrer ses taches et ses rides ? L'administration craint la polémique comme la peste. Le traumatisme de l'épisode « Kohlantess », une parodie de l'émission « Koh-Lanta » organisée par une association locale pour divertir certains détenus fresnois, à l'été 2022, est encore vif. Une course de karting, en particulier, avait alimenté les critiques contre un supposé laxisme de l'État, conduisant Éric Dupond-Moretti à se désolidariser de ses équipes, qui avaient autorisé la course.

La prison se découvre finalement, un lundi de mai, grâce à Jean-François Coulomme, député (La France insoumise) de Savoie et président du groupe d'études de l'Assemblée nationale sur les prisons et les conditions carcérales. Un parlementaire, sur simple présentation de sa carte d'élu, a le droit de pousser quand bon lui chante la porte de n'importe quel pénitencier. Il peut aussi être accompagné de journalistes, à condition que ces derniers le suivent sans poser de questions.

Le rendez-vous est donné devant l'entrée de la prison, dont l'ironie de l'adresse, avenue de la Liberté, à Fresnes, fait depuis longtemps les délices de la presse. Les familles des détenus, principalement des femmes, attendent assises sur un banc, le long de cette rue pour accéder aux parloirs, leurs sacs en plastique remplis de linge propre. La prison est facilement accessible en RER. On la distingue à peine, derrière une palissade, noyée dans le tableau de la banlieue, entre voie rapide, pavillons et barres HLM. Derrière les murs, pourtant, le domaine est si vaste que certains employés y circulent en voiture. L'arrivée du député Coulomme plonge Fresnes dans l'effervescence. Les téléphones des surveillants sonnent de tous côtés. Le directeur de l'établissement, Jimmy Delliste, l'œil aussi bleu que sa cravate fleurs de lys, invite l'élu dans son bureau pour un échange en aparté. La visite se fera sous sa bonne garde, en compagnie d'une partie de son état-major.

Une première grille s'ouvre alors, puis une deuxième, une troisième, une quatrième. La délégation s'engage dans un couloir, immense, « le » symbole de Fresnes, long de 250 mètres et tellement large qu'une dizaine de personnes pourraient passer de front. L'établissement, lors de son inauguration, à la fin du XIX^e siècle, était le plus vaste et le plus moderne jamais construit en France. Il visait à désengorger les prisons parisiennes. Les notables locaux comme les paysans s'agaçaient de cet encombrant voisin, jaloux qu'ils étaient des conditions de vie à « *Fresnes palace* », où chaque détenu disposait de toilettes dans une cellule individuelle. Une révolution, destinée à empêcher les contacts entre prisonniers. Ces derniers ne pouvaient pas sortir de leur cellule sans porter un sac sur la tête, afin que leurs regards ne se croisent pas. La troupe progresse, faisant grincer le parquet sous ses pieds – il est d'époque, classé aux monuments historiques. Sur les murs, des fresques représentent Montmartre ou le port de La Rochelle dans un style de terminal d'aéroport. Cela fait longtemps que les détenus n'y prêtent plus attention, pas plus qu'aux portraits éclatants de couleurs du street-artiste C215, représentant des personnalités autrefois incarcérées à Fresnes, comme l'écrivain Jean Genet (huit mois de réclusion pour vol de livres), le grand démocrate chrétien Marc Sangnier ou la chanteuse Juliette Gréco (tous deux arrêtés par la Gestapo pendant la guerre). Trois divisions sont accolées à ce long corridor. Chacune d'elles est scindée en deux blocs, nord et sud, qui permettent – en théorie – de ne pas mélanger les condamnés et les prévenus en attente de leur jugement. Dans les faits, les réunions sont parfois difficiles à éviter au regard de la surpopulation de la maison d'arrêt – 159 % ce jour-là.

Jean-François Coulomme dépasse la première division, réputée plus calme et réservée aux nouveaux arrivants. Il a demandé à voir la deuxième, celle des criminels. La grille s'ouvre côté nord. Les quatre étages se devinent d'un coup d'œil, habillés de chaque côté par des rangées →

À la fin du XIX^e siècle, les notables locaux comme les paysans s'agaçaient de cet encombrant voisin, jaloux qu'ils étaient des conditions de vie à « *Fresnes palace* », où chaque détenu disposait de toilettes dans une cellule individuelle.

→ de portes en bois. Elles paraissent d'époque, elles aussi, avec leurs vieux loquets de ferraille. Certains détenus ont glissé une feuille de papier dans leur embrasure, un « drapeau », comme on dit dans le jargon, pour demander à parler aux surveillants. C'est ça, ou cogner jusqu'à ce que le maton rapplique. Il n'y a pas d'interphone ici.

La délégation grimpe au quatrième étage, apercevant au passage les filets tendus entre les coursives pour éviter les suicides. Le député Coulomme se fige devant la cellule 479, choisie au hasard pour débuter son inspection : « *On peut l'ouvrir ?* » Le surveillant regarde à travers l'œilletton et sort un trousseau de clés. Rien n'est automatique, à Fresnes, contrairement aux prisons modernes. Derrière la porte, caleçons et chaussettes pendent sur un fil. Un petit bonhomme en claquettes descend de son lit. Son codé-tenu reste allongé, caché derrière une serviette. La télévision tourne en bruit de fond, allumée sur *L'homme qui voulut être roi*, de John Huston, avec Sean Connery. Le mobilier se résume à une table en plastique, deux chaises et une plaque de cuisson. Des produits frais sont conservés sur le rebord de la fenêtre, en plus des pâtes et des pommes de terre. L'installation électrique de l'établissement ne supporterait pas que des réfrigérateurs soient branchés en cellule. Les sanitaires se résument quant à eux à un lavabo et des toilettes, séparées par de simples battants du reste de la pièce. L'odeur peut rapidement devenir insupportable.

« *Comment allez-vous ? Vous ne manquez de rien ?* », demande Jean-François Coulomme, sans ironie. Le petit bonhomme saisit la perche. « *Je n'ai plus de feuilles, répond-il. J'ai écrit je ne sais combien de lettres à l'administration pour avoir du travail, aller au sport. Je n'ai rien eu, rien !* » À Fresnes, tout se demande par écrit : un parloir, l'accès à la bibliothèque, un rendez-vous avec le médecin ou le psychologue. Le papier est un produit de première nécessité, et la patience la vertu la plus utile à un prisonnier. Ces derniers peuvent attendre des mois avant qu'une place se libère en atelier, ou

pour être accepté comme auxiliaire chargé de l'intendance de l'établissement. Le courrier circule dans un petit sac tendu entre les étages à l'aide d'une corde. La plupart du temps, la réponse est non : il n'y a que 400 « emplois » disponibles pour près de 2500 détenus.

Seuls 30 % d'entre eux ont accès au sport. L'oisiveté est souvent la norme. Dans la cellule 479, les occupants tuent le temps en dessinant Al Pacino dans *Scarface* ou Luffy, le héros du manga *One Piece*. Il y aurait bien le téléphone fixe, qui équipe désormais toutes les cellules pour lutter contre l'intrusion des portables, mais le prix des forfaits est prohibitif : il faut débourser 10 euros pour un peu plus d'une heure d'appel.

La délégation descend au niveau des douches collectives, deux étages plus bas. Un écriveau sur la porte rappelle que le temps imparti est limité à dix minutes, pas une de plus. La saleté des lieux ne donne, à vrai dire, pas envie de s'attarder. Les tuyaux, apparents, sont rouillés, les trous s'accumulent dans le carrelage et aucune porte ne préserve l'intimité des cabines. Les détenus conseillent parfois aux nouveaux venus de se doucher en caleçon pour éviter les viols. Les surveillants, eux, se plaignent du temps qu'ils perdent à les conduire jusqu'ici par groupes de six. Gare à celui qui ne se tiendrait pas prêt lorsque son tour se présente : la caravane ne passe que tous les deux jours, et jamais le dimanche. Pour combien de temps encore ? Place Vendôme, certains s'inquiètent à bas bruit d'un risque d'explosion des canalisations, qui inonderait la prison.

Le délabrement est encore plus frappant à mesure que le visiteur s'enfonce dans Fresnes – littéralement. Jean-François Coulomme a rejoint la troisième division pour inspecter les parloirs, en sous-sol, destinés aux familles. Une odeur acré de transpiration agresse les narines. La respiration est difficile, les lieux n'étant pas équipés de système d'aération. Il n'est pas rare que les coupures de courant y suscitent des mouvements de panique. Chaque box n'est pas plus grand qu'un cabinet de toilettes. La couche de peinture fraîche que des ouvriers apportent, en ce mois de mai, ne devrait pas bouleverser le caractère oppressant des lieux.

Sur le sol, la marque des murets qui empêchaient les contacts physiques entre les détenus et leurs proches est encore visible. Ils ont été abattus en 2015 suite à une condamnation judiciaire. La pratique est illégale depuis 1983... Les surveillants défendaient l'utilité de ces murets, qui permettaient, selon eux, de lutter contre l'intrusion d'objets illicites. À l'entrée, les visiteurs sont fouillés avec soin. Il est même demandé aux femmes de venir sans soutien-gorge pour éviter que leur armature ne fasse « biper » le capricieux portique de sécurité.

Si les travaux promis par Emmanuel Macron n'ont pas été lancés, un chantier est à l'œuvre pour rénover les cours de promenade. L'administration pénitentiaire n'agit pas par bonté d'âme, mais pour répondre à une condamnation judiciaire, là encore. En 2018, des juges du tribunal administratif de Melun étaient dépêchés sur place pour instruire la plainte d'un détenu, soutenu par l'Observatoire international des prisons, qui dénonçait l'indignité de ses conditions de détention. Les magistrats ont alors pu constater l'état de ces cours, exigus, sans bancs ni préaux pour se protéger de la pluie, sans équipements sportifs ni urinoirs, contraignant les détenus à descendre équipés d'une bouteille en plastique pour se soulager. Ils avaient alors conclu à une « violation des droits fondamentaux ».

Le ministère de la justice a bien tenté de se soustraire à cette injonction, arguant que l'exécution de ces travaux « pourrait entraver le projet de restructuration de l'ensemble de la maison d'arrêt de Fresnes » promise par l'Élysée. Mais ses recours ont été rejetés. Les murs sont en train d'être abattus pour agrandir ces espaces. Il en faut plus pour impressionner les rats, qui continuent de pulluler. La direction de l'établissement dépense 10 000 euros par mois pour lutter contre leur invasion. En sortant de la visite, Jean-François Coulomme, fataliste, rappelle cette froide réalité : « *Le taux de suicide en détention est huit fois plus élevé que dehors.* »

Les surveillants se disent également victimes de la vétusté de Fresnes. Il n'est pas évident de trouver des volontaires pour témoigner de cette réalité. La profession s'estime maltraitée dans les médias, qui tiennent la chronique de ses affaires de corruption, du manque de formation de ses cadres et de la jeunesse de ses troupes – Fresnes « tourne » avec 25 % de stagiaires. Le salaire d'un agent pénitentiaire oscille entre 1400 et 3000 euros net par mois en fonction de l'ancienneté et du grade. Une proie a priori facile pour le public de délinquants et de criminels dont ils ont la charge. →

Un écriveau sur la porte des douches rappelle que le temps imparti est limité à dix minutes, pas une de plus. La saleté des lieux ne donne, à vrai dire, pas envie de s'attarder. Les détenus conseillent aux nouveaux venus de se doucher en caleçon pour éviter les viols.

→ En février, un surveillant de Fresnes a été condamné à deux ans de prison avec sursis pour avoir tenté de livrer en détention 300 grammes de résine de cannabis – un intermédiaire lui avait promis 2000 euros contre son forfait. L'ancien chef de la troisième division est connu quant à lui pour avoir accordé un régime de détention privilégié à l'arnaqueur à la taxe carbone, Arnaud Mimran. Il a été condamné pour corruption passive, en 2023, à cinq ans de prison, dont trois ferme. Désormais, les surveillants doivent se présenter sur le domaine munis d'un sac à dos transparent, pour montrer qu'ils n'introduisent pas de drogue ou de smartphones.

Si Lucien, Stéphane et Jean-Baptiste (les prénoms ont été modifiés) ont accepté de témoigner, c'est par fierté envers un établissement qui, hier, était considéré comme une « référence », et par fidélité à la « famille fresnoise », à laquelle ils appartiennent depuis leurs débuts dans la profession. Les trois hommes, quadragénaires ou quinquagénaires, animent une association qui organise des tournois de sport, des pique-niques et des sorties pour les membres du personnel de l'établissement et leurs proches. La prison est une ville dans la ville, qui emploie un millier de salariés, dont près de 400 logent sur place.

Ils reçoivent dans la salle réservée aux conférences de presse – leur directeur les a autorisés à réaliser cet entretien. Stéphane est le plus ancien d'entre eux. Il est arrivé en 2000 de Martinique. À l'époque, « il fallait être parmi les premiers à l'école pénitentiaire pour entrer à Fresnes », raconte-t-il. L'établissement était perçu « comme l'un des plus sécurisés ». Les coursives étant ouvertes, les surveillants peuvent en permanence veiller les uns sur les autres, quand, dans une prison moderne, un agent se retrouve souvent seul dans son couloir.

Un sentiment de vulnérabilité s'est pourtant installé avec le temps. « On est devenus comme tout le monde », déplore Stéphane. En 2018, les voitures de certains de ses collègues ont été retrouvées brûlées, à l'intérieur du domaine. Un an plus tard, un détenu démontait les barres de fer de son lit

pour agresser sauvagement quatre surveillants – il sera condamné à sept ans de prison supplémentaires. Des cas qui se multiplient, et dont les syndicats ne manquent pas de chroniquer la litanie dans leurs tracts, pour mettre la pression sur leur direction. Force ouvrière rapportait encore, en février, qu'un surveillant aurait reçu « un coup de tête et plusieurs coups de poing » d'un détenu qui refusait d'arrêter de prier au milieu d'un couloir. Si les lieux ont été épargnés lors des attaques du mois d'avril visant une dizaine de prisons dans tout le pays, Fresnes avait été prise pour cible en 2023, lors des émeutes urbaines consécutives à la mort de Naïhe Merzouk, tué par un policier à Nanterre. Une vingtaine d'assaillants avaient tiré au mortier sur le poste de sécurité à l'entrée du domaine, mettant sur le pied de guerre les surveillants, qui étaient prêts à sortir les armes.

« D'autres structures ont eu la chance d'être rénovées, mais, à Fresnes on est encore dans les années 1800 », déplore Jean-Baptiste, quatorze ans de présence dans les murs. Les conditions sont difficiles pour les détenus mais ça l'est aussi pour nous, car ce sont nos conditions de travail. » Conséquence : l'absentéisme est endémique, aggravant d'autant les difficultés d'encadrement. Et cela se ressent dans les relations avec « la population pénale », selon son expression. « Le ton peut monter assez vite, convient Jean-Baptiste, mais, en général, ce sont eux qui montent le ton les premiers. » En 2016, un rapport de la contrôleur général des lieux de privation de liberté dénonçait « un climat de tension permanente » à Fresnes, ainsi qu'« un usage banalisé de la force et des violences » de la part des surveillants. « Fresnes est une persistance des temps anciens », déplore l'actuelle cheffe de l'institution, Dominique Simonnot.

Les agents ne donnant pas leur nom pour des raisons de sécurité, les détenus leur trouvent des surnoms, dont la liste constitue un bon thermomètre de l'état de leurs relations : « Bouledogue », « Tête de pierre », « Rolex », « Eddie Murphy », « Surveillant gentil »... À la maison d'arrêt des femmes, la « MAF », on rencontre également « Tonton », « Barbie » ou « Stentor », qualifiée ainsi en raison de sa voix tonitruante. Les lieux, situés à une centaine de mètres du grand quartier, présentent un visage plus avenant que la maison d'arrêt des hommes, avec leurs fresques naturalistes de paysages de carte postale. Si la MAF connaît les mêmes problèmes d'insalubrité que la maison d'arrêt des hommes – en particulier les rats –, la structure (qui accueillait, au 30 mai, 151 détenues pour 104 places) a aussi la réputation d'être plus « familiale ».

À Fresnes, Julie (qui n'a pas souhaité donner son nom), 36 ans, a connu son lot de mesquineries durant son incarcération, entre décembre 2019 et juillet 2021, comme cette surveillante qui s'ingéniait à allumer la lumière de sa cellule pour la contrôler la nuit, quand d'autres se contentent de l'éclairage d'une veilleuse. Mais elle a aussi rencontré « des gradés magnifiques », dont la jeune femme parle encore avec tendresse. « Il y a les bons et les cons, comme partout », relativise-t-elle. Les premiers savent notamment établir le dialogue avec une population qui a plus facilement tendance à « broyer du noir » que les hommes, selon elle, et à ruminer les raisons de leur incarcération. En 2020, une surveillante a témoigné contre son supérieur, accusé de « non-assistance à personne en danger » suite au suicide d'une détenue au quartier disciplinaire. L'homme avait été alerté en vain du fait que Karima présentait des signes manifestes de fragilité psychologique. Il a été condamné, fin 2024, à deux ans de prison avec sursis. Julie s'était constituée partie civile au procès.

Toutes ces histoires, le directeur du centre pénitentiaire, Jimmy Delliste, les connaît par cœur. Il en a vécu bien d'autres depuis ses débuts comme surveillant, en 1988. C'était à Fresnes, déjà. En étant nommé à son poste, il y a six ans, il s'imaginait diriger la rénovation de l'établissement. Mais il voit désormais s'achever son bail, à 61 ans, sans que le moindre coup de pioche ait été donné. Selon lui, les 270 millions d'euros promis par Emmanuel Macron ne suffiraient de toute façon pas à réhabiliter les lieux : il en faudrait au moins le triple. Est-ce encore la priorité du gouvernement, à l'heure où le chef de l'État approuve l'idée de Gérald Darmanin de faire payer un loyer aux détenus ? Dans quelques semaines, Jimmy Delliste connaîtra une nouvelle affectation. Il pourra alors emporter la tasse qui trône sur son bureau, un goodie de la comédie musicale adapté du film *La Haine*, de Mathieu Kassovitz, sur laquelle est inscrite sa réplique mythique : « Jusqu'ici tout va bien. Jusqu'ici rien n'a changé. » (M)

Les agents ne donnant pas leur nom pour des raisons de sécurité, les détenus leur trouvent des surnoms, dont la liste constitue un bon thermomètre de l'état de leurs relations : « Bouledogue », « Tête de pierre », « Eddie Murphy », « Surveillant gentil ».



Une cellule
du quartier
des hommes,
où s'entassent
parfois jusqu'à
quatre détenus.